

LES BATAILLES DE L'ÉTÉ (p.3)

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction: Obey Ament - Jacques Chabalière - Guénoé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourrière - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 12 41) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA. info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA



SERVEZ-VOUS
Tract, affiche et flyer
Code du travail



Versailles, le 3 juillet 2017 Mobilisé.e.s contre la dérive monarchique



FÊTES FÉDÉRALES

AUDE	8 et 9 juillet
CORRÈZE	7, 8 et 9 juillet
GERS	9 juillet
LANDES	8 et 9 juillet

Fête de l'Humanité



La Fête de l'Humanité
15-16-17 SEPTEMBRE 2017

Reparation de *Communistes*
Mercredi 23 août 2017

#UNIVERSITÉ D'ÉTÉ



Université d'été 2017 des communistes

Angers, 25-27 août

Macron président, le PS laminé, le MODEM (plus ou moins) ressuscité, la France insoumise à près de 20 %, +55 % de députés communistes mais une alerte historique en nombre de suffrages PCF... En moins d'un an, le paysage politique a été brutalement reconfiguré. Où en sommes-nous, précisément, aujourd'hui ? Qu'est-ce qui est mort ? Qu'est-ce qui demeure dans ce monde qu'on dit tout nouveau ? En deçà, quelles dynamiques profondes ont rendu possible ce grand chambardement ? Laissent-elles présager une entrée dans une ère politique nouvelle ? Celle-ci est-elle stabilisée ou susceptible de bouleversements de pareille ampleur à brève ou moyenne échéance ? On aura bien besoin des dizaines d'ateliers de l'université d'été des communistes (Angers 25-27 août) pour commencer à se faire une opinion un peu construite sur tous ces sujets de première importance politique. N'y a-t-il rien de plus urgent que de prendre le temps de réfléchir, d'analyser, d'écouter, de mettre en commun expériences et réflexions accumulées en masse cette année ? A coup sûr, l'université d'été sera un temps privilégié pour ce faire. Outre la compréhension de cette complexe tectonique populaire, il s'agira aussi, cette année, de préparer les ripostes aux mauvais coups qui s'annoncent. Et le président Macron en a plein sa besace. Percer la fumée marketing de perlimpinpin

n'étant pas chose aisée, l'université d'été consacra plusieurs ateliers à exposer et décortiquer les plans macroniens : protection sociale, école et, bien sûr, ordonnances anti-Code du travail. C'est un plein d'arguments que nous vous proposerons pour préparer une rentrée politique qui se doit d'être très offensive. Dans ce sens, le Mouvement Jeunes communistes de France, partenaire cette année encore de l'université d'été, animera un temps fort avec d'autres grandes organisations de jeunesse.

Comprendre, riposter

Internationalistes et écologistes, les communistes français prennent très au sérieux la rupture de Donald Trump visant les accords de Paris sur le climat. Minh Ha Duong, prix Nobel (GIEC) viendra parler de cet enjeu majeur à l'université d'été. Comprendre, riposter, autant de passages obligés pour préparer l'alternative durable et globale qui est notre raison d'être. Autant d'ingrédients au cœur de la dynamique qui préside à la préparation du congrès extraordinaire des communistes. Comme l'expose la résolution du CN, l'université d'été sera naturellement un « rendez-vous national important dans ce processus général ». Plusieurs ateliers seront consacrés à cette question de fond aussi délicate que décisive : « quelles stratégies de dépassement du capitalisme ? », de Lénine (cente-

naire d'Octobre oblige !) à aujourd'hui en passant par le programme commun ou la mutation. Si le regard balaiera les époques, il balaiera aussi les espaces et nous aurons le vif honneur et le grand plaisir de recevoir le porte-parole du Parti du travail de Belgique (PTB), Raoul Hedebouw, à l'heure où les sondages annoncent le PTB à 25 %... Ce sera un temps fort de l'université. Un dispositif exceptionnel sera mis en place : les membres du Comité exécutif national seront à l'écoute de tous les participants qui le souhaiteront dans une sorte de *speed dating* géant. Assurément, l'heure est à la réflexion, à l'écoute, au partage : triptyque incontournable sur la route d'un congrès extraordinaire.

L'université d'été, bien sûr, c'est toujours la possibilité de croiser un physicien primé par l'Académie des sciences parlant physique des particules ou météorites, un conférencier de la Philharmonie de Paris faisant redécouvrir la *Marseillaise*, un traducteur de pointe vous faisant entrer dans les cercles de Dante, un médiéviste ressuscitant la lutte des serfs... C'est encore des ateliers pratiques pour prendre la parole en public, passer la vitesse supérieure en matière numérique (réseaux sociaux, vidéo...)...

La fraternité

L'université d'été, enfin, sera l'occasion pour le PCF de lancer et présenter sa nouvelle revue politique : *Cause commune*. Tous les deux mois, elle sera, en quelque sorte, un prolongement de l'université d'été : réflexions de fond, kits militants, éducation populaire...

Et, au programme, comme chaque année, du vendredi 13h au dimanche 13h, cet ingrédient qui rend tout possible, savoureux et efficace : la fraternité.

A noter et faire noter donc : l'université d'été des communistes 2017 se tiendra à Angers du vendredi 25 au dimanche 27 août. (NB : Les enfants sont bienvenus, une équipe de personnels agréés sera sur place pendant les 3 jours). L'inscription se fait via : 2017.pcf.fr/universite (sans accent). Vous trouverez sur ce même site le programme dès la semaine prochaine. Pour toute question, écrivez à universite-ete@pcf.fr Soyons nombreuses et nombreux pour préparer la riposte, hâter l'alternative et gagner l'avenir. Rendez-vous à Angers! ✘

Guillaume Roubaud-Quashie
Directeur de l'université d'été



Les batailles de l'été

Pierre Laurent, lors de sa conférence de presse du 26 juin, puis lors de la rencontre sur la diffusion de la vignette de la Fête de l'Humanité, a insisté sur les batailles politiques que les communistes entendent mener dès cet été. Extraits.

Code du travail

« Cet été, nous lançons plusieurs batailles, que nous voulons engager à la fois au Parlement mais évidemment dans le pays. Nous allons amplifier le travail de mobilisation que nous avons décidé et annoncé dès le 1^{er} juin, sur le thème « *l'été ça n'est pas fait pour casser le Code du travail* ». Nous allons amplifier le travail de démonstration du caractère dangereux des dispositions envisagées qui visent toutes en réalité à faciliter le dumping social et affaiblir les droits des salariés. Et dénoncer, dans un même mouvement, la méthode autoritaire envisagée. Nous voulons mener ce débat en portant toutes les mesures alternatives contenues dans notre contre-projet de loi, le projet de sécurisation d'emploi et de formation que nos députés ont déposé à l'Assemblée nationale en février. (...) Nous allons donc multiplier les initiatives à la porte des entreprises, auprès du monde salarié. Nous serons présents cet été, parce qu'évidemment nous allons tenir compte de la période estivale, dans toutes les grandes zones d'emplois saisonniers pour aller au-devant d'un salariat particulièrement précarisé dans le pays et nous mènerons également ce travail auprès de tous les salariés du service public. Notre objectif est de préparer, évidemment en soutenant toutes les initiatives syndicales qui seront prises, les conditions de mobilisation de masse au mois de septembre. Nous serons présents le 12 septembre à la manifestation nationale de l'intersyndicale.

Fête de l'Humanité

Nous voulons contribuer au succès de ces mobilisations et, évidemment, à ce grand rendez-vous de mobilisation que sera la Fête de l'Huma les 15, 16 et 17 septembre : mobilisation à la fois contre les ordonnances et pour nos propositions alternatives sera un des grands thèmes de cette Fête qui rassemble des jeunes et des salariés venus de tout le pays et qui sont bien placés pour apprécier les choses et en parler en connais-

sance de cause.

Nous entendons également dès cet été porter la bataille à un niveau important contre le projet de loi qui se prépare visant à inscrire dans la loi commune toutes les dispositions restrictives des libertés publiques et du pouvoir judiciaire qui sont contenues dans l'état d'urgence. (...) Nous demanderons également la réouverture d'un débat sur la réforme démocratique de nos institutions.

(...) Enfin, nous proposons une riposte nationale à la désagrégation des organisations croissantes du système scolaire que le gouvernement s'appête à généraliser. Avec la JC, l'UEC, les organisations du Parti, nous prendrons la semaine prochaine des initiatives pour affirmer que les jeunes ne sont ni des pions ni des numéros, et gagner une à une des places dans les universités et filières pour tous les étudiants. Nous allons également sur ce dossier prendre au mot le gouvernement sur les 12 élèves par classe. (...) Nous tiendrons une semaine nationale de mobilisation et de sensibilisation devant tous les Établissements scolaires la semaine de la rentrée scolaire, juste avant d'ailleurs la Fête de l'Huma.

Travail de solidarité concrète

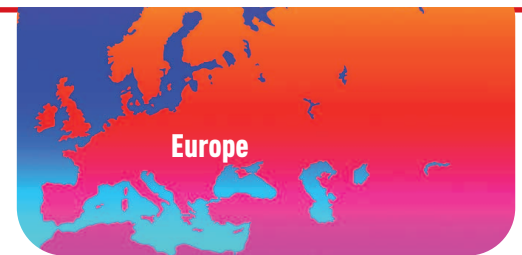


Et, enfin, nous généraliserons tout l'été nos actions de solidarités concrètes, notamment dans les quartiers populaires. Vous savez que les plus connues sont nos journées à la mer qui nous permettent d'emmenner des dizaines de milliers de familles populaires, notamment dans le Nord, en Picardie et en région parisienne, mais pas seulement, à la mer.

Les deux plus grosses de ces initiatives, celle qui se tient en Picardie et celle du Nord, se tiendront la dernière semaine d'août, le 24, sur la plage de Malo-les-Bains, qui réunit toujours 5 000 à 6 000 personnes venues de toutes les communes populaires du Nord, et puis celle de Picardie qui se tient quelques jours avant. Il y a aussi nos ventes solidaires de fruits et légumes qui se déroulent toujours fin août. Nous allons amplifier ces initiatives dans la France entière et je veux dire au passage qu'une des choses qui nous est d'ores et déjà apparue dans les discussions que nous tenons, est que ces actions de solidarités concrètes vont devenir un trait permanent et durable de notre action. Nous voulons reconstruire dans l'ensemble des quartiers populaires de France un travail de solidarité concrète auprès des familles les plus fragilisées. ✪

PLANÈTE

« Europe de la défense » L'UE dans la logique du surarmement



Le Conseil européen des 22 et 23 juin 2017 est entré dans le concret de l'application des orientations décidées lors du Sommet de Bratislava en septembre 2016. À l'époque, suite au Brexit, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne n'avaient rien trouvé de mieux pour relancer « l'Europe » que le projet de « défense européenne commune » et la création d'un nouveau fonds pour l'industrie de la défense.

L'élection de Donald Trump a fourni l'occasion de renforcer l'argumentaire des tenants d'une défense européenne intégrée : face au risque supposé de voir les États-Unis se désintéresser de l'Europe et considérer l'OTAN comme dépassée, il serait urgent que l'Union européenne « se dote de toutes les capacités militaires, des ressources industrielles nécessaires, pour construire son autonomie stratégique ». S'agirait-il pour l'UE d'assurer sa sécurité par ses propres moyens en s'affranchissant des USA ?

L'« autonomie » dont il est question est un gigantesque mensonge véhiculé par les gouvernements européens car le communiqué officiel du dernier Conseil précise sans ambiguïté que « la relation transatlantique et la coopération entre l'UE et l'OTAN demeurent fondamentales pour notre

sécurité globale », dans la droite ligne de la déclaration commune signée à Varsovie par les dirigeants de l'UE et de l'OTAN.

Le Conseil européen a donc décidé de lancer une « coopération structurée permanente » (CSP) ambitieuse et donne trois mois aux États pour établir une liste de critères, engagements et projets afin d'engager cette coopération. Le président du Conseil, Donald Tusk, a souligné en conférence de presse qu'« une telle coopération permettra à l'UE d'aller vers une intégration plus poussée en matière de défense ». En outre, le Conseil s'est prononcé pour que soit « rapidement » concrétisé le « fonds européen de la défense » et établi un « programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense ». Mais là aussi, il est explicitement déclaré que « ce travail doit être cohérent avec la planification de défense nationale des États membres et les engagements convenus dans le cadre de l'OTAN ». Le président français a salué le « caractère historique » des décisions prises et souhaité « aller plus loin dans le cadre franco-allemand lors du Conseil des ministres franco-allemand du 13 juillet prochain ». Concrètement, cela signifie que l'UE se met en ordre de marche pour répondre aux exi-

gences de l'OTAN, les fameux 2 % du PIB que chaque pays doit consacrer à la défense, et se lance donc dans une nouvelle course aux armements. La France ne sera pas en reste puisque le premier ministre a confirmé au Salon de l'aéronautique au Bourget que « la France augmentera de façon significative son effort en faveur de la Défense pour atteindre 2 % du PIB en 2025 ».

À l'heure où il n'est question que de réduire les dépenses publiques utiles, dans l'éducation, la santé et les services sociaux, le gouvernement persiste dans des choix néfastes au coût exorbitant et apporte sa funeste contribution à la militarisation de l'Union européenne.

Pour le PCF, qui donne rendez-vous à tous les militants de la paix à la Fête de l'Humanité 2017, ce n'est en aucun cas par le surarmement que passe l'avenir de la sécurité européenne, mais bien par la création d'un large cadre européen commun et inclusif de coopération et de sécurité collective dépassant les limites de l'UE actuelle, incluant la Russie et tout pays non membre de l'UE. ✪

Alain Rouy
Commission des Relations Internationales

Le PCF et l'aéronautique

A l'initiative de Pierre Laurent, une délégation du PCF s'est rendue au 52^e Salon de l'aéronautique et de l'espace. Loin des clichés erronés assimilant cet événement à un salon de l'armement, la délégation a constaté que l'activité de cette industrie était essentiellement tirée par l'aviation civile et le spatial avec des carnets de commande assurant de 6 à 10 ans d'activités.

Un tel plan de charge demande d'investir dans ce qui a toujours fait la force de l'aérospatiale française : les salariés, leurs compétences et leurs savoir-faire. Ce qui implique de tourner le dos au dogme de la flexibilité et de la précarité pour un système de sécurité emploi formation. C'est ce qu'a réaffirmé la délégation aux travailleurs de l'aéronautique lors de son passage au stand de la CGT sur le salon. Dans l'aérospatiale, l'avenir se prépare avec 30 à 40 ans d'avance, c'est pourquoi le PCF s'inquiète notamment de la baisse continue depuis 2012 de la part de la R&D dans le chiffre d'affaires de la filière, de la fermeture du site de Suresnes d'Airbus-group, du retrait d'Airbus du projet d'avion électrique E-Fan, et de la situation du site de Dassault Argenteuil, ainsi que du manque de financement de l'ONERA par l'État. Seule une gouvernance assise sur la prédominance du public en faisant appel à de nouvelles nationalisations totales ou partielles, peut assurer la pérennité de cette industrie stratégique qui a un rôle majeur à jouer dans la résolution de la crise climatique. Le PCF fera tout pour que le soutien de la France à son industrie aérospatiale soit à la hauteur de l'excellence professionnelle de ses salariés et des enjeux de civilisation qui se posent à notre peuple. [extraits].

L'industrie aéronautique et spatiale est depuis sa naissance source de progrès technologiques majeurs pour l'humanité. Elle participe de la résolution de tous les grands problèmes qui se posent à notre monde globalisé, dont la crise climatique. C'est pourquoi notre pays a plus que jamais besoin d'une industrie aéronautique et spatiale solide et en développement. L'existence et le développement de cette industrie, dans le cadre de coopérations européennes et internationales maîtrisées, apportent la garantie de l'indépendance technologique de la France et de l'Europe face aux ambitions hégémoniques des États-Unis et des fonds financiers liés à des puissances extérieures.

Le développement durable de l'humanité nécessite une industrie aéronautique et spatiale, créatrice d'emplois et de progrès social

La force de cette industrie repose sur ses salariés, leurs compétences, leurs savoir-faire. Notre industrie aérospatiale puise dans les luttes sociales et les combats démocratiques dont le PCF a été et est aujourd'hui encore partie prenante, les raisons de son succès et de la pérennité des efforts menés pour maîtriser la quasi-totalité de la filière. Pour cela, pas de secret, il faut maintenir et



développer l'emploi, les outils de production et de recherche, il faut de grands programmes structurants comme le CFM-56, le M-88, l'A320, Ariane 5, le Rafale, l'A400M, et plus récemment l'A350, Ariane 6, l'A320XLR, le Silvercrest, le LEAP.

Le transport aérien mondial continue de croître de 6 % par an. Dans toutes les activités humaines le recours au spatial est de plus en plus important : transports, télécommunications, agriculture, météo, santé, lutte contre le réchauffement climatique... Les carnets de commandes de la plupart des grands groupes aéronautiques représentent entre 5 et 10 années de travail. Les perspectives d'avenir de l'industrie aéronautique française et européenne sont donc grandes, mais elles se conjuguent avec d'inquiétants dysfonctionnements comme le montrent les difficultés rencontrées dans la production de l'A400M ou les retards constatés dans la mise à disposition de l'avion d'affaires Falcon 5X. Les retards mis pour décider de l'accroissement des effectifs, les moyens insuffisants pour la recherche, la précarité, la flexibilité, l'externalisation des services et des productions, la stagnation des salaires et les délocalisations conduisent à affaiblir notre industrie aéronautique, les plans de structuration sont des facteurs lourds de fragilisation de la filière aérospatiale française et européenne. Les directions d'entreprise ont de plus en plus le regard focalisé sur les cours de Bourse – stock options obligent – plutôt que sur les écrans de CFAO des bureaux d'études ou les lignes d'assemblage. Le manque de reconnaissance, l'instabilité de l'emploi, les restructurations permanentes, les environnements en Open Space, les organisations du travail du type « Lean » ou les « services partagés » sont autant de facteurs générateurs de démobilité des salariés, de mal-être, de souffrance et de stress et de gâchis. Même les carrières d'ingénieurs, de techniciens supérieurs et d'ouvriers hautement qualifiés sont rendues de moins en moins attractives ; entraînant une crise des vocations chez les jeunes générations, dont plusieurs associations d'ingénieurs s'inquiètent à juste titre.

Se donner les moyens d'une Aéronautique de Défense indépendante

Le PCF récuse le rôle de l'Agence européenne de défense, dont le but essentiel est de privatiser les fonctions de défense des États de l'Union européenne au profit d'un complexe militaro-indus-

triel sous commande de l'OTAN. Il entend au contraire travailler à un pôle public européen des industries d'armement qui en France serait sous la maîtrise d'œuvre de la DGA (direction générale de l'armement), et qui suivrait les exigences d'une politique liant défense nationale, action résolue pour une Europe de paix, et conception des rapports internationaux basés sur l'égalité en droits de chaque nation, et volonté de résoudre les tensions et conflits, autrement que par la force.

Le PCF soutient le programme Rafale. Celui-ci donne à la France les moyens de se prémunir contre tout rapport de subordination sur le plan militaire, d'où qu'il vienne (États-Unis, OTAN...), avec un avion polyvalent plus performant et nettement moins coûteux que l'Eurofighter ou le F-35. Compte tenu du vieillissement des Mirage 2000 N, D et -5, et de l'attrition naturelle des matériels, la cible d'achat initiale de 286 Rafale doit être maintenue.

Le PCF reste opposé à la vente du Rafale à l'Égypte, au Qatar et à l'Inde en raison de la nature de ces régimes et de leur politique extérieure. Son exportation ne devrait être réservée qu'à des pays démocratiques, aux ambitions pacifiques, voulant sauvegarder leur indépendance nationale ou dissuader un agresseur. Suite au Brexit et aux liens entre l'exécutif britannique et l'administration Trump, les dangereux accords entre la Grande-Bretagne et la France sur le développement du « Future Combat Air System » doivent être interrompus, ce qui implique que l'étude d'un successeur à l'horizon 2050 du Rafale doit être lancée au plus vite dans un cadre national avec Dassault, Thales et Safran.

La France devrait pousser à la concrétisation du programme de "drone d'observation", MALE européen, afin d'échapper au monopole des drones américains Reaper et à leur contrôle effectif par le Pentagone. Pour assurer l'indépendance de l'Europe des États-Unis, la France devrait aussi être à l'initiative de programmes de coopération européenne sur les avions-patrouilleurs maritimes, les hélicoptères lourds, les avions-cargo de la classe des Antonov 124, un nouveau système AWAC.

Le PCF réaffirme sa volonté fondamentale de sortir la France de l'OTAN, en soulignant que la réintégration au Commandement intégré a eu de très graves conséquences sur la paix, mais aussi sur la souveraineté technologique et industrielle de notre pays. [...].

Déclaration de la délégation sur :
<http://www.pcf.fr/100989>

Génial

Faut bien reconnaître que c'est génial le coup de la Cour des comptes. Tous les ans, le père Migaud sort de sa boîte et marmonne : y a trop de fonctionnaires, trop de dépenses, trop trop trop. Tout cela est dit sur le ton du grand expert qui veut en mettre plein la vue au commun des mortels. Cet organisme était à l'origine chargé d'informer les autorités sur la régularité des comptes. Il est devenu au fil des ans, avec le socialo-macronien Migaud, une formidable machine de propagande libérale. Il faut dire que ça dépense beaucoup, la Cour des comptes. Dame, faut tout de même nourrir 735 magistrats, plus une armada de conseillers maîtres, de conseillers référendaires, d'auditeurs, de rapporteurs, de procureurs, d'avocats généraux, d'officiers, toute une caste de jeunes énarques et de vieux planqués, qui nous coûte 214 millions l'an (chiffre officiel, faudrait vérifier). 214 millions d'euros : on pourrait en construire des collèges avec ça !

Gérard Streiff

APPEL À FILMS !



CINÉ-ARCHIVES, l'association en charge des archives audiovisuelles du PCF et du mouvement ouvrier, est à la recherche de films amateurs tournés pendant les événements de Mai 68 dans toute la France.

Vous avez filmé en Super 8, 8mm ou 16mm LES ÉVÉNEMENTS DE MAI 68, n'hésitez pas à nous faire connaître vos films !

En déposant vos films à Ciné-Archives :

- Vous permettez à vos films d'être conservés dans des conditions optimales
- Vos films seront numérisés et référencés dans notre base de données et rejoindront notre catalogue en ligne
- Vous restez propriétaire de vos documents en signant une convention de dépôt avec nous
- Vous contribuez à l'élaboration du patrimoine audiovisuel du PCF et du mouvement ouvrier et démocratique

Contactez nous !

Ciné-Archives, 2 place du Colonel-Fabien, 75019 Paris
Maxime Grember / Marion Boulestreau
01 40 40 12 50

contact@cinearchives.org
www.cinearchives.org

SOUSCRIPTION

Je verse : euros

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.